

D'où viendraient les capitaux supplémentaires? On a posé la question à la Chambre. Du marché même où le gouvernement doit recueillir ses capitaux. Au sein du parti conservateur et du parti libéral, chacun estime qu'il n'y a rien à redire à ce que les compagnies d'assurance privées et les compagnies de prêts privées, dont les services ne sont pas indispensables au peuple canadien, dont les services ont pour résultat de jeter irrémédiablement nos gens dans les dettes, accroissent leur capitalisation. Mais lorsque vous dites au gouvernement et aux autres députés que le gouvernement du Canada doit investir des centaines de millions de dollars pour construire des usines, pour construire des industries secondaires et tertiaires et donner du travail aux populations des provinces atlantiques, alors vous êtes un socialiste atteint de folie furieuse. Eh bien! si j'en suis un, j'en suis heureux.

Selon ma thèse, vous ne pouvez contrôler l'inflation dans notre pays si vous n'avez pas assez de courage et d'imagination pour prendre des mesures directes, compte tenu des problèmes constitutionnels que je connais, bien entendu, pour prendre des mesures directes et dire aux grandes sociétés qui augmentent leurs prix sans motif qu'elles doivent aussi investir à des fins sociales.

Il n'existe au Canada aucune société, que j'aie examinée, dont les profits n'ont pas été énormes en 1968, importants en 1967, excessifs en 1966 et dont les profits seront sans doute tout aussi importants en 1969. D'où viennent ces profits sinon d'augmentations de prix injustifiées?

Je suis certain que mon injonction n'empêchera personne à la Chambre de dire, dans sa sagesse, que le député d'York-Sud a repris, une fois encore, les vieux clichés des socialistes. Je sais que ce ne sont pas de vieux clichés. Ils sont aussi vrais aujourd'hui qu'ils l'ont toujours été. En effet, il n'a jamais été aussi nécessaire que l'État intervienne et investisse des fonds, pour faire face aux problèmes du chômage et aux inégalités régionales. Il n'y a pas d'autre façon de résoudre ces problèmes.

Je ne voudrais pas donner l'impression que je pourrais résoudre tous ces problèmes par magie et mettre en œuvre du jour au lendemain certaines des politiques que j'ai esquissées, et que tout rentrerait subitement dans

l'ordre. Ce serait de la pure inconscience. Je sais qu'il faudrait beaucoup de temps pour mettre ces politiques en œuvre mais ce qui me frappe—et ce sera là mon dernier point avant de proposer mon amendement—c'est que la seule société nécessaire, et c'est le parti libéral qui a dit cela au pays—et c'est, monsieur l'Orateur, une société que le NPD a proposée lors de sa fondation en 1961—la seule société nécessaire selon le parti libéral, pour encourager l'épargne et stimuler l'investissement, la Société canadienne de développement, qui a été proposée pour la première fois en 1963, si je me souviens bien, et qu'on me corrige si je fais erreur, et dont l'établissement a été mentionné dans chaque discours du trône présenté par les gouvernements libéraux qui se sont succédé depuis 1963, nous est de nouveau promise cette session, et n'existe pas encore.

Ce que je veux dire, monsieur l'Orateur, c'est que le meilleur moyen qui permettrait au gouvernement de résoudre le problème du chômage et celui des disparités régionales dans un certain délai serait d'établir un organisme qui lui permettrait de recueillir les épargnes des citoyens, puis, grâce à cet organisme, le gouvernement pourrait, s'il le faut, obliger les institutions actuelles de prêts et de placements à y investir une partie de leurs fonds disponibles, de sorte que le gouvernement disposerait d'une vaste mise en commun de capitaux de placement pour prendre les initiatives qui s'imposent dans l'intérêt des Canadiens.

● (4.30 p.m.)

Voilà qui caractérise bien le parti libéral et son gouvernement. Celui-ci n'a effectué aucun changement jusqu'à maintenant. L'une des politiques les plus importantes qu'il devait présenter aux Canadiens est encore sur l'étagère. Si elle s'y trouve c'est parce que son application serait un défi lancé aux détenteurs du pouvoir économique dans notre pays et que le gouvernement du premier ministre actuel n'est pas plus disposé à lancer un défi à ces gens que ne l'était celui du premier ministre précédent.

En conclusion, je dirais que l'on peut expliquer le chômage au Canada par le manque d'intérêt et l'indifférence du gouvernement actuel. C'est la conséquence directe de sa politique; il l'a voulu ainsi. Mes paroles, pas plus